

Afin de donner une chance aux élèves, aux enseignant·es et au Concept 360°

Plus de 1000 enseignant·e·s, répartis dans 96% des établissements de la scolarité obligatoire, ont répondu à l'importante enquête de la SPV relative à la mise en œuvre de l'inclusion scolaire dans l'école vaudoise (Concept 360°). Dans les établissements de 27% des sondé·e·s, des réductions du nombre de périodes d'enseignement spécialisé ont été annoncées. Alors que, dans 21% des cas, aucune diminution n'est prévue. Par ailleurs, 41% disent avoir essuyé un refus d'accompagnement pour des élèves à besoins particuliers pour des raisons financières (contre 43% qui l'ont obtenu). Alors qu'il est reconnu que des ressources supplémentaires facilitent l'intégration scolaire, les résultats de cette enquête montrent que les réductions financières vécues sur le terrain empêchent un accompagnement de qualité. Ces points devront être pris en compte pour que l'école vaudoise soit capable de relever le défi d'une école à visée inclusive. S'appuyant sur les résultats de cette enquête, la SPV a transmis une prise de position au Département demandant notamment une augmentation des ressources pour les mesures socio-éducatives et l'enseignement spécialisé ainsi que l'octroi de temps pour la formation au sein des établissements.

Processus de préparation du Concept 360°

Les réponses relatives à l'état des travaux semblent être positives. 90% des répondants indiquent qu'un comité de projet 360° (CP 360) est constitué. L'enquête montre que, suite aux demandes de la SPV en 2019, les CP 360 ne sont pas l'apanage des directions. En effet, seuls 6% seraient exclusivement composés de la direction. Toutefois, un important travail devra être effectué afin de mieux informer l'ensemble des enseignant·e·s, car 40% ne seraient pas au courant de l'avancée des travaux des CP 360.

Bilan de la situation actuelle

Le financement de l'enseignement spécialisé est une thématique extrêmement préoccupante. Dans les établissements de 27% des sondé·e·s, des réductions du nombre de périodes d'enseignement spécialisé ont été annoncées. Alors que, dans 21% des cas, aucune diminution n'est prévue. Au niveau des établissements, on constate que 42% d'entre eux auraient annoncé ces diminutions et 37% n'en auraient pas annoncé. Ces éléments contrastent avec le discours officiel indiquant une augmentation des moyens. De plus, 41% des répondant·e·s disent avoir essuyé un refus d'accompagnement pour des élèves à besoins particuliers pour des raisons financières (contre 43% qui l'ont obtenu). Au cycle 1, le pourcentage du refus monte à 50%. Ainsi, un réel investissement financier, dans chaque établissement, devra être effectué afin de remplir la mission d'une école à visée inclusive.

Au niveau de l'enseignement spécialisé, la SPV constate que bien souvent, dans des cas où l'intervention d'un·e enseignant·e spécialisé·e serait recommandée, la mesure proposée est celle d'un·e assistant·e à l'intégration qui n'a toutefois pas les mêmes compétences, ni la même mission (37%, contre 26% qui auraient pu bénéficier d'un·e enseignant·e spécialisé·e).

En ce qui concerne les élèves allophones, l'enquête montre que les informations relatives aux prestations de l'Unité Migration Accueil (UMA) ne sont pas suffisamment connues. Un réel effort de communication auprès des enseignant·e·s devra être fait afin de répondre aux besoins de certains de ces élèves.

Quant aux mesures socio-éducatives, 71% des répondant·e·s indiquent que leur établissement a mis en place ces mesures et près de 80% disent avoir assisté à une présentation de celles-ci. De plus, 28% relèvent avoir pu bénéficier de ces prestations suite à une demande (7% n'ont pas pu en bénéficier). Or, plusieurs des répondant·e·s indiquent dans leurs commentaires que l'aide apportée n'était malheureusement pas suffisante. De plus, il est important de relever que 90% des répondant·e·s indiquent une augmentation des problématiques d'élèves d'ordre social et éducatif.

Pour que le Concept 360° réponde aux besoins du terrain

Suite à tous ces éléments, la Société pédagogique vaudoise a transmis une prise position au Département demandant notamment la mise en place de procédures rapides, réactives et efficaces afin de répondre aux besoins des élèves ainsi qu'une augmentation de ressources pour les mesures socio-éducatives et l'enseignement spécialisé. Même si le délai pour la mise en œuvre totale du concept au sein des établissements est prévu pour l'été 2023, la SPV attend des actions concrètes dans les établissements d'ici mars 2022 et pour le Canton d'ici janvier 2023. Les attentes relatives à l'accompagnement des élèves sont au centre des actions quotidiennes dans l'enseignement et sont si importantes qu'il n'est pas possible de prendre le risque d'attendre.

*Le Comité cantonal SPV
Gregory Durand, président*

Annexes :

- *Résultats de l'enquête SPV sur la mise en œuvre du Concept 360° dans les établissements de l'enseignement obligatoire vaudois*
- *Analyse de l'enquête SPV sur la mise en œuvre du Concept 360° dans les établissements de l'enseignement obligatoire vaudois*
- *Prise de position de la Conférence des président·e·s élargie relative à la mise en œuvre du Concept 360° « Afin de donner une chance aux élèves, aux classes, aux enseignant·e·s et au Concept 360° »*